



**PRÉFÈTE
DE L'ISÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de la protection des populations
et Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Service Installations classées de la DDPP
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2025-06-21
du 26 JUIN 2025**

**portant création d'une unité de méthanisation et modernisation d'une unité de
compostage exploitées par GRENOBLE ALPES MÉTROPOLE
sur la commune de Murianette**

La préfète de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le Livre Ier, Titre VIII, chapitre unique (autorisation environnementale) et le Livre V, Titre Ier (installations classées pour la protection de l'environnement), et les articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'ensemble des décisions réglementant les activités de GRENOBLE ALPES MÉTROPOLE pour l'exploitation d'une unité de compostage des ordures ménagères et autres résidus urbains sur le territoire de la commune de Murianette, et notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation n°93-1838 du 14 avril 1993 au SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ÉTUDE PROGRAMMATION ET AMÉNAGEMENT DE LA RÉGION GRENOBLOISE (SIEPARG), modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°96-575 du 1^{er} février 1996, complété par le donné acte du 2 octobre 2012 et modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2024-10-01 du 1^{er} octobre 2024 ;

Vu la décision n°2024-ARA-KKP-38-005 du 8 août 2024 de ne pas soumettre le projet de modernisation de l'unité de compostage et de création d'une unité de méthanisation de GRENOBLE ALPES MÉTROPOLE à évaluation environnementale ;

Considérant le dossier de porter à connaissance (référence : 2023-000192) transmis à l'inspection des installations classées par GRENOBLE ALPES MÉTROPOLE le 26 novembre 2024 et les compléments transmis le 25 mars 2025 ;

Considérant que la direction départementale des territoires (DDT) de l'Isère et l'agence régionale de santé (ARS) ont été consultées dans le cadre de la demande d'examen au cas par cas et qu'aucune réserve n'a été émise ;

Considérant que le public a été consulté par participation du public par voie électronique du lundi 14 avril 2025 au mardi 29 avril 2025 inclus et que quatre avis ont été recueillis durant cette période ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 13 mai 2025 ;

Considérant le courriel du 15 mai 2025 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire concernant son établissement ;

Considérant les observations de l'exploitant formulées par courriel du 28 mai 2025 et le courriel en réponse du 12 juin 2025 de l'inspection des installations classées ;

Considérant que le projet n'entraîne pas de dangers et inconvénients significatifs et que les modifications ne sont pas considérées comme substantielles ;

Considérant que la modernisation de l'unité de compostage et la création d'une unité de méthanisation constituent néanmoins des modifications notables ;

Considérant que des prescriptions doivent être prises pour prendre en compte ces modifications afin qu'elles ne soient pas de nature à entraîner des dangers ou des inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en vertu de l'article R.181-45 du code de l'environnement, la présentation de ce dossier devant le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (Co.D.E.R.S.T.) ne s'avère pas nécessaire ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

Arrête

Article 1 :

GRENOBLE ALPES MÉTROPOLE (GAM) (SIREN n°200 040 715), dont le siège social est situé Le Forum – 3 rue Malakoff sur la commune de Grenoble (38000), est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et celles des arrêtés préfectoraux précédents, à exploiter sur son établissement situé lieu-dit « Le Mas de l'Île » sur la commune de Murianette (38420) les installations visées à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 :

Le tableau de l'article 1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°93-1838 du 14 avril 1993 est supprimé et remplacé comme suit :

N°	Libellé de la rubrique	Description des installations	Classement
3532 (IED)	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique	Unité de compostage (86 t/j) Unité de méthanisation (37 t/j)	A
2780-2-a	2. Compostage de fraction fermentescible de déchets [...] : a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j	86 t/j	A
2781-2-b	2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux : b) la quantité de matières traitées étant inférieure à 100 t/j.	37 t/j	E
2910-B-1	Combustion lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A	Chaudière mixte biogaz / gaz naturel d'une puissance de 350 kW (<1 MW)	NC
4734-1	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : gazole La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés	1 cuve enterrée de gazole de 10 m ³ soit environ 8,5 tonnes	NC

A : autorisation, E : Enregistrement, NC : Non Classé

Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3532 relative aux installations de valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles du document de référence BREF WT - Waste Treatment.

Le « périmètre IED » de l'établissement, au sens de l'article R.515-58 du code de l'environnement, est constitué des installations :

- de stockage de déchets entrants ;
- de pré-traitement de biodéchets par broyeur, crible à étoiles et overband ;
- de méthanisation ;
- de compostage (fermentation et maturation) ;
- d'affinage :
 - crible rotatif,
 - table densimétrique et tri aéraulique ;
- de stockage du compost ;
- D'un traitement d'air vicié.

Article 3 : Conformité au dossier

L'installation et ses annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande présentée le 26 novembre 2024 puis complétée le 25 mars 2025.

Article 4 : Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement :

- les prescriptions de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- les prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 modifié relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Article 5 : Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de satisfaire, le cas échéant, aux prescriptions de la réglementation en vigueur en matière de voirie et de permis de construire.

Article 6 : Installations de méthanisation et de compostage

Avant le point 1.1 de l'article 2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°93-1838 du 14 avril 1993, il est ajouté un point 1.0 rédigé comme suit :

« 1.0. - Description des installations

1.0.1 – Installations de méthanisation

Les installations de méthanisation sont composées des équipements suivants :

- une ligne de préparation des déchets permettant le broyage, le déferrailage et le criblage,
- un digesteur,
- un gazomètre,
- des équipements de traitement et d'épuration du biogaz,
- une torchère de sécurité,
- une chaudière.

La puissance de la broyeuse ne dépasse pas 160 kW.

La puissance de la chaudière ne dépasse pas 350 kW.

Le digesteur peut être « by-passé » afin de traiter les déchets par compostage sans passer dans l'unité de méthanisation.

La zone de stockage des biodéchets en amont de la méthanisation a une capacité de 230 m³. Les biodéchets sont entreposés moins de 24 h avant leur traitement par méthanisation.

Le processus de traitement et d'épuration du biogaz est composé des étapes suivantes :

- séchage par refroidissement,
- surpression,
- filtration par charbon actif : élimination des composés organiques volatils (COV) et du sulfure d'hydrogène (H₂S),
- compression,
- épuration membranaire : séparation du méthane (CH₄) et du dioxyde de carbone (CO₂).

Le biométhane produit est injecté dans le réseau de gaz naturel.

Les déchets admis dans l'unité de méthanisation sont :

- des biodéchets issus de la collecte par GRENOBLE ALPES MÉTROPOLE sur son territoire (tri des biodéchets à la source),
- des biodéchets issus d'autres producteurs.

Le biogaz et le biométhane sont analysés en discontinu (intervalles de 15 min) au sein de l'unité de méthanisation et de valorisation du biogaz, aux points d'échantillonnage suivants :

- Biogaz entrée : CH₄, CO₂, O₂, H₂S (discontinu),
- Biogaz après surpresseur : O₂ (continu, SIL1),
- Biogaz après désulfuration : CH₄, CO₂, O₂, H₂S (discontinu),
- Biogaz + recyclage : CH₄, CO₂, O₂, H₂S (discontinu),
- Biométhane : CH₄, CO₂, O₂, H₂S (discontinu),
- Offgaz : Capteur CH₄ infrarouge.

Des débitmètres sont également installés pour la mesure des quantités de biogaz entrant et de biométhane sortant.

Le poste d'injection GrDF (hors périmètre ICPE) est également équipé de mesure de débit (en continu) et de qualité du biométhane injecté.

La torchère de sécurité a la capacité de brûler la totalité de la production de biogaz à tout moment, en cas de surproduction de biogaz ou d'indisponibilité des équipements de valorisation. La torchère est à flamme cachée, équipée d'un dispositif anti-retour de flamme, autonome à déclenchement, surpresseur dédié, secourue en électricité. La température de combustion est supérieure à 900 °C.

1.0.2 – Installations de compostage

Les installations de compostage sont composées des équipements suivants :

- une mélangeuse,
- des tunnels de fermentation,
- des tunnels de maturation,
- des équipements d'affinage : crible, table densimétrique, tri aéraulique.

Les déchets admis dans l'unité de compostage sont :

- les digestats provenant de la méthanisation,
- les déchets verts issus de la collecte réalisée par GRENOBLE ALPES MÉTROPOLE sur son territoire et des déchetteries de la métropole,
- des biodéchets admis dans l'unité de méthanisation visée à l'article 1.0.1 en cas d'indisponibilité des équipements de méthanisation.

Le volume de déchets verts entreposés avant compostage ne dépasse pas 700 m³. Les déchets verts sont entreposés au maximum 6 jours avant leur traitement par compostage.

Le structurant utilisé dans le compost est constitué des refus de criblage. Le volume entreposé ne dépasse pas 420 m³. Le structurant est entreposé au maximum 9 jours avant son utilisation dans le processus de compostage.

La fermentation a lieu dans les tunnels de fermentation. L'hygiénisation du compost a lieu au cours de la fermentation : le compost doit être porté à une température supérieure à 70 °C pendant au moins 1 heure (ou autre couple temps/température autorisé par la réglementation).

Les tunnels de fermentation sont aérés par insufflation d'air, grâce à un ventilateur dédié pour chaque tunnel selon un cycle régulé par la température mesurée dans le tunnel. L'air insufflé de 4 tunnels est si nécessaire réchauffé grâce à un échangeur air/eau chaude.

Après la fermentation, le compost subit une étape de maturation, assurée dans des tunnels de maturation. Les tunnels de maturation sont aérés par insufflation d'air, grâce à un ventilateur dédié pour chaque tunnel selon un cycle régulé par la température mesurée dans le tunnel.

Après la maturation, le compost est affiné afin d'assurer la production d'un compost conforme à la norme NFU 44-051. Le compost affiné est stocké en 5 andains distincts d'un volume unitaire de 600 m³. »

Article 7 : Gestion des eaux

Les prescriptions du point 4.1.1 de l'article 2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°93-1838 du 14 avril 1993, sont supprimées et remplacées par un point rédigé comme suit :

« Les eaux usées sanitaires, les eaux de lavage et les condensats du biogaz et du biofiltre sont évacués vers le réseau unitaire public.

Les condensats des ventilateurs et les lixiviats de caniveaux des tunnels de fermentation et de maturation sont dirigés vers une cuve d'effluents chargés puis évacués vers la station d'épuration Aquapole pour traitement.

Les eaux pluviales de voirie du parking sont dirigées vers un bassin de rétention et d'infiltration de 35 m³. En cas de débordement, les eaux sont dirigées vers le séparateur d'hydrocarbures puis rejetées dans l'Isère.

Les eaux pluviales de voirie hors parking sont dirigées vers le séparateur d'hydrocarbure avant rejet dans l'Isère.

Les eaux pluviales de toiture du bâtiment process ICPE et du bâtiment administratif rejoignent une noue d'infiltration élargie (ajout de 38 m³).

Un plan des différents réseaux faisant apparaître les secteurs collectés, les regards et les points de branchement sera établi et régulièrement tenu à jour. »

Après le point 4.1.3 de l'article 2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°93-1838 du 14 avril 1993, il est ajouté un point 4.1.4 rédigé comme suit :

« 4.1.4 Rétention des eaux d'extinction

Les eaux d'extinction d'incendie seront collectées et retenues au droit du bâtiment process par la mise en rétention grâce à un seuil réalisé sur le pourtour du bâtiment. Ces dispositions permettent de retenir sans débordement un volume de 1 426 m³.

Des vannes d'obturation (ou autres dispositifs d'obturation) asservies à la détection incendie et doublées d'une vanne manuelle coup de poing sont situées en aval du séparateur d'hydrocarbures afin de retenir les eaux de voirie.

Par défaut, les vannes (ou dispositifs) assurant la mise en rétention en cas d'incendie sont ouvertes. »

Article 8 : Traitement des odeurs

Après le point 3.4 de l'article 2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°93-1838 du 14 avril 1993, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2024-10-01 du 1^{er} octobre 2024, il est ajouté un point 3.5 rédigé comme suit :

« 3.5. Traitement des odeurs

Les flux d'air susceptibles d'émettre des nuisances odorantes sont captés et traités par le système de traitement des odeurs. L'air ainsi capté et canalisé est dirigé vers l'unité de traitement d'air par lavage et biofiltration.

Ces flux sont :

- de la captation sur les équipements, et de l'aspiration de l'air ambiant du digestat en vue de la fermentation en tunnels,
- de l'aspiration de l'air d'aération issu des tunnels de fermentation du digestat,
- de l'aspiration de l'air ambiant issu des tunnels de maturation du digestat,

- de la captation sur les équipements de préparation des biodéchets et de l'aspiration de l'air ambiant dans le hall de réception et de préparation,
- de la reprise de l'air issu du tri densimétrique,
- de l'aspiration sur les équipements de la chaîne d'affinage.

Le principe de traitement de l'air odorant, chargé en poussières, en composés azotés, soufrés et organiques est réalisé en trois étapes successives :

- lavage-dépoussiérage par pulvérisation intense à l'eau,
- absorption chimique par lavage avec une solution d'acide sulfurique,
- traitement final par biofiltration.

Le lavage et l'absorption chimique sont réalisés dans le même équipement : un laveur horizontal à deux étages.

La biofiltration est réalisée dans deux biofiltres en parallèle. La surface d'un biofiltre est de 350 m².

L'air traité est ensuite dispersé dans l'atmosphère au moyen d'une cheminée.

Une nouvelle étude de dispersion intégrant les nouveaux équipements et procédés sera réalisée au plus tard un an après la mise en service des installations modernisées. »

Article 9 : Risque incendie et risque explosion

Le point 6.2.4 b) de l'article 2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°93-1838 du 14 avril 1993, est supprimé et remplacé par un point rédigé comme suit :

« 6.2.4 b) – Moyens fixes

La défense incendie de l'établissement devra être assurée par :

- des robinets d'incendie armés,
- une poche souple d'un volume de 180 m³,
- deux cuves d'eau de 500 m³ et de 540 m³,
- des poteaux incendies alimentés par le réseau de ville délivrant au moins 1/3 des besoins, soit 140 m³/h en simultané. »

Après le point 6.2.4 b) de l'article 2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°93-1838 du 14 avril 1993, il est ajouté un point 6.2.4 c) rédigé comme suit :

« 6.2.4 c) - Le bâtiment de compostage est équipé d'un système de détection incendie par caméras thermiques, détecteur de flamme et sondes de températures. »

Un deuxième alinéa est ajouté au point 6.1.1 de l'article 2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°93-1838 du 14 avril 1993, rédigé comme suit :

« Afin de limiter les conséquences d'une explosion, une clôture est installée autour de la zone boisée au nord du site. »

Article 10 : Mesures de compensation zone humide

Dans un délai de six mois à compter de la publication du présent arrêté, les mesures de compensation liées à la dégradation de zones humides sont mises en place.

La compensation est réalisée au lieu-dit La Taillat (l'Île de Porte), sur la commune de Meylan. Elle est constituée de deux mesures :

- création de linéaires de fossés évasés et cordons boisés,
- création d'une prairie humide associée à un réseau de mares temporaires.

Les fossés respectent les mesures suivantes :

- profil évasé avec des pentes systématiquement inférieures à 45° pour permettre l'accessibilité par les amphibiens,
- largeur de 5 m en crête et de 3,60 m à 4 m en fond,
- profondeur de 50 à 70 cm,
- plantation d'un cordon arbustif à arborescent en crête composé d'espèces locales à bois dur adaptées au fond humide (saule roux, orme champêtre, viorne obier, etc.),
- le fond de fossé sera naturellement colonisé par une végétation hygrophile à hautes herbes (mégaphorbiaie, magnocariçaie, roselière).

L'entretien est assuré par faucardage tous les 2 à 3 ans. Un curage léger du fossé est réalisé tous les 5 à 10 ans, en fonction du niveau de comblement, par tronçons successifs, afin d'assurer la conservation du volume libre.

Le linéaire de fossés cumulé est de 630 m au minimum, pour une superficie de 2 910 m² de zones humides.

Les surcreusements (mares temporaires) respectent les consignes suivantes :

- surface comprise entre 10 et 20 m²,
- berges en pentes douces (< 25°) sur la majorité du périmètre de la mare pour favoriser la végétalisation du point d'eau,
- bords de la dépression creusée au même niveau des berges,
- berges sinueuses et irrégulières pour favoriser la diversification des faciès aquatiques,
- zone surcreusée permettant de procurer un refuge aux larves en cas d'assèchement précoce de la mare,
- paliers successifs et des hauts fonds.

La superficie totale de la zone ainsi constituée atteint 1 520 m². La végétalisation sera assurée de façon spontanée et naturelle, sans ensemencement. Une attention particulière est portée aux conditions de chantier (nettoyage des engins notamment) afin d'éviter l'apport d'adventices d'espèces exotiques envahissantes en provenance d'autres chantiers.

L'entretien est assuré par fauchage tardif voire pâturage équin extensif.

Article 11 : Publicité

Conformément aux articles R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de Murianette et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Murianette pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la DDPP – service installations classées.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant une durée minimum de quatre mois.

Article 12 : Voies et délais de recours

En application de l'article L.181-17 du code de l'environnement cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement et sans préjudice de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative, en l'espèce le tribunal administratif de Grenoble :

1° Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Isère prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L.181-12, L.181-14, L.181-15 et L.181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

(Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.)

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr

En application du III de l'article L.514-6 du code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 13 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de Murianette sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à GRENOBLE ALPES MÉTROPOLE.

26 JUIN 2025

La préfète

Pour la Préfète, par délégation,
le Secrétaire Général

Laurent SIMPLICIEN